

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/104  
13 février 2003

(03-0919)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## PÉROU – ENQUÊTE EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS CONCERNANT LES IMPORTATIONS D'HUILE D'OLIVE EN PROVENANCE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Demande de consultations présentée par la Communauté européenne  
au titre de l'article 13.2 de l'Accord

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 février 2003.

La Communauté européenne (CE) demande l'ouverture de consultations avec la République du Pérou au sujet de l'enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations d'huile d'olive en provenance de la Communauté européenne. Ces consultations sont demandées conformément à l'article 13.2 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"Accord SMC").

Ces consultations concernent l'ouverture, le 29 août 2002, de l'enquête en matière de droits compensateurs mentionnée ci-dessus par l'INDECOPI - Instituto Nacional de Defensa de la Competencia y de la Protección de la Propiedad Intelectual, et l'imposition, le 21 novembre 2002, de droits compensateurs provisoires.

L'objet des consultations est de permettre à la CE de clarifier plusieurs questions que soulèvent les décisions prises par l'INDECOPI.

Les questions que la CE abordera au cours des consultations sont les suivantes:

- a) Ouverture de l'enquête sur les importations prétendument subventionnées d'huile d'olive en provenance de la CE

La CE est convaincue que cette enquête n'aurait pas dû être ouverte car elle ne satisfait pas aux prescriptions figurant à l'article 11 de l'Accord SMC.

1. Aux termes de l'article 11.2 iii) de l'Accord SMC, les requérants doivent fournir des "éléments de preuve concernant l'existence, le montant et la nature de la subvention en question". En outre, les requérants doivent expliquer pourquoi ces programmes ont fourni aux producteurs concernés un avantage pouvant donner lieu à des mesures compensatoires. À cet égard, la demande devrait contenir tous les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant. En l'espèce, les requérants n'ont pas fourni des éléments suffisants pour prouver que la subvention alléguée confère un avantage au produit considéré. En particulier, les requérants n'ont pas

./.

fourni d'éléments de preuve de l'avantage conféré à l'huile d'olive du fait de l'aide accordée aux oléiculteurs.

2. À cet égard, on considère également que l'INDECOPI n'a pas suffisamment examiné "l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande" afin de déterminer si ces éléments de preuve étaient suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, comme l'exige l'article 11.3.

b) Imposition de droits compensateurs provisoires sur les importations prétendument subventionnées d'huile d'olive en provenance de la CE

La CE est très préoccupée par la décision du Pérou d'imposer des mesures compensatoires provisoires. Elle est convaincue que cette décision remet gravement en cause la compatibilité de cette enquête avec les règles de l'OMC, telles que prévues à l'article 10 de l'Accord SMC de l'OMC.

1. L'article 17.1 a) de l'Accord SMC de l'OMC dispose que des mesures provisoires ne peuvent être appliquées que s'il a été ménagé aux Membres intéressés et aux parties intéressées des possibilités adéquates de donner des renseignements et de formuler des observations. Dans l'enquête en cause, les parties intéressées n'ont pas eu de telles possibilités. En particulier, les autorités péruviennes ont imposé des mesures provisoires avant de recevoir la réponse de la CE à leur questionnaire, malgré le fait que ce dernier a été soumis par la CE avant l'expiration du délai de réponse.

Qui plus est, l'article 13.2 et la note de bas de page 44 de l'Accord SMC disposent que "pendant toute la durée de l'enquête, il sera ménagé aux Membres pour les produits qui font l'objet de cette enquête une possibilité raisonnable de poursuivre les consultations" et qu'aucune détermination positive ne devrait être établie sans qu'une possibilité raisonnable de procéder à des consultations ait été ménagée. En fait, l'INDECOPI, en n'attendant même pas la réponse de la CE au questionnaire, a établi une détermination positive préliminaire "sans qu'une possibilité raisonnable de procéder à des consultations ait été ménagée", puisque c'est sur cette réponse que doivent se fonder les consultations. Dans ces conditions, la CE et les États Membres n'ont pas eu la possibilité de clarifier les faits en vue d'arriver à une solution mutuellement convenue, comme prévu à l'article mentionné plus haut. En conséquence, l'INDECOPI semble avoir fondé ses conclusions et la décision d'imposer des mesures provisoires uniquement sur les renseignements présentés par la branche de production nationale du Pérou.

2. Conformément aux dispositions de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC, "une subvention sera réputée exister ... si un avantage est ainsi conféré". En outre, l'article 14 dispose que le montant de la subvention devrait être calculé en termes d'avantage conféré au bénéficiaire et que la méthode utilisée dans chaque cas particulier devra être transparente et expliquée de manière adéquate. À cet égard, l'autorité péruvienne chargée de l'enquête ne semble avoir fondé ses conclusions que sur les dispositions du Règlement n° 136/66 de la CEE, daté du 22 septembre 1966, portant organisation commune des marchés dans le secteur des huiles et des graisses. Toutefois, la subvention alléguée est une aide que les oléiculteurs des États Membres de la CE peuvent demander. Le niveau de cette aide varie en fonction de l'État Membre et de la récolte. Dans ces conditions, les autorités chargées de l'enquête doivent analyser l'existence d'un avantage allégué en aval pour les producteurs d'huile d'olive, ainsi que l'effet sur les prix à l'importation, de manière à prouver que les importations d'huile d'olive causent, par le biais d'une contribution financière à la production d'olives, un dommage à la branche de production nationale.

La CE espère qu'une date acceptable pourra être fixée pour ces consultations. Il est provisoirement proposé que les consultations aient lieu à Genève dès que possible.

---